

Sur la violence en Somalie : genèse et dynamique des formations armées

EN Somalie, comme ailleurs, les recompositions socio-politiques en cours procurent l'irrépressible sentiment d'un retournement historique. Elles n'ont d'ailleurs pas manqué d'inspirer toutes sortes de commentaires sur le thème ressassé de la vitalité des ordres anciens longtemps combattus et (temporairement) refoulés par les totalitarismes. Sans doute est-il nécessaire de recourir à d'autres échelles d'observation pour apprécier les transformations qualitatives qui ont altéré ces anciennes-nouvelles substances. Peut-être s'apercevrait-on alors que ce même qui nous revient est définitivement un autre.

C'est dans cet esprit que nous voudrions aborder la question de la genèse des formations armées somaliennes, du point de vue de la mobilisation des combattants. Le recrutement clanique de ces formations et certes avéré. Il serait cependant abusif de voir dans ce phénomène la résultante des règles « traditionnelles » d'obligation morale, ou l'effet des solidarités mécaniques qui caractérisent les sociétés segmentaires (1). A l'inverse, la structuration des formations armées opérant durant la guerre civile dans le Nord indiquait l'existence de modalités diverses d'engagement dans la lutte armée : produit des diverses contingences locales, de pressions externes ou de manipulations inter-

nes à l'espace social clanique. Avant d'engager la réflexion sur les conditions de production et la dynamique interne de la « milice » (2) qui administrait la province où se déroulait notre enquête de terrain (3), il nous a paru utile en premier lieu de revenir sur la genèse des deux principaux fronts armés, historiquement constitués dans le Nord du pays au début des années 1980, ceci précisément afin de montrer que la mobilisation populaire clanique n'est pas un « automatisme » social.

De l'entrée en sédition à la mobilisation clanique : genèse des formations armées

Que le régime de Siyaad Barre fût à l'origine du développement de la violence à une large échelle ne fait pas de doute. La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie répressive fait suite aux revers militaires subis dans le cadre de la guerre dite de l'Ogaden (1977-1978). Les purges qui affectent l'appareil d'État et l'armée dès cette époque, sont suivies des prémisses d'une politique visant à isoler politiquement le Nord du Sud de la capitale : Mogadiscio, lieu du Pouvoir. Il s'agit alors de contenir au plus loin les officiers et les troupes rentrant des campagnes militaires de l'Ogaden et dont l'amertume est susceptible de

se retourner contre l'État. C'est dans ces périodes-là — au lendemain de la guerre — que se constituent les premières oppositions armées : le *Somali Salvation Democratic Front* (SSDF) d'abord — dès 1978 —, le *Somali National Movement* (SNM) ensuite, au début des années 80 (4). Les observateurs ne retiendront de ces mouvements que la coloration clanique de leur encadrement, de toute façon conforme à « la nature segmentaire de la société Somalie » (5). Pourtant, il est effectivement possible de rapporter les trajectoires divergentes de ces deux mouvements, à leurs tentatives plus ou moins réussies de mobilisation générale au sein de leur sphère clanique respective.

La direction du SSDF était composée d'officiers de haut rang de l'armée somalienne, appartenant pour la plupart à une même sous-fraction du clan des Majeerteen, fraction à laquelle appartenait également

le Président renversé par Siyad Barre en 1969. Aucun projet politique d'intérêt général n'a été proposé par ce mouvement dont l'objectif de ce fait se réduisait à la capture du pouvoir. C'est d'ailleurs ainsi qu'il fût perçu à l'époque — y compris au sein de la parenté de base —, et ni son alliance avec les forces éthiopiennes ni le caractère non démocratique de son fonctionnement interne n'étaient de nature à améliorer son image auprès du public Somali. Mais au-delà de ces caractéristiques formelles, la sédition manquée du SSDF met en relief la nature des contradictions qui travaillent une entité clanique prétendument homogène. La stratégie du pouvoir central — basée sur un subtil dosage entre actions répressives à l'encontre des populations nomades et avantages économiques consenties aux milieux d'affaires Majeerteen — témoignait d'une reconnaissance à la différenciation interne du clan (6). En

(1) Telle est du moins la thèse que semble soutenir I.M. Lewis, qui avait annoncé une renaissance de la logique segmentaire. Cf. son article sur « The Ogaden and the Fragility of Somali Segmentary Nationalism », *African Affairs*, vol. 88, n° 353, 1989. Il nous est apparu que sous la formalité segmentaire sont mises en œuvre des pratiques qui signalent une profonde altération du lien social de parenté généalogique analysé par Lewis dans sa célèbre monographie, *A pastoral Democracy, a study of pastoralism and politics among the Northern Somali of the Horn of Africa*, Oxford, Oxford University Press/IAI, London, 1961.

(2) Nous recourons pour les commodités de l'exposé à cette notion de milice pour caractériser ces formations armées. Leur organisation ne correspondrait toutefois pas à l'idée que l'on se fait d'unités para-militaires bien structurées.

(3) Nous enquêtons au Nord de la Somalie depuis 1988 sur des questions attenantes à l'évolution des rapports sociaux et aux stratégies identitaires dans une population en voie de sédentarisation. Sur le terrain, la guerre n'a jamais constitué notre objet de recherche, mais une condition de celle-ci, qu'il nous a fallu intégrer en tant que tel. Nous avons toutefois entamé durant un

séjour de six mois dans la province de Awdal en 1990, une étude sur la structuration interne de la milice Gadabuursi. Comme telle, elle nous paraissait révélatrice des changements afférents aux rapports sociaux à un niveau infra-clanique.

(4) Sur la genèse de ces mouvements cf. entre autres, David D. Laitin et Said S. Samatar, *Somalia : Nation in Search of a State*, Boulder Colorado, Westview press, 1987, et I.M. Lewis, *A Modern History of Somalia*, Boulder Colorado, Westview Press, 1988 (édition mise à jour) [1965, 1^{re} éd.].

(5) Cf. Laitin et Samatar, *op. cit.*, p. 157.

(6) En 1981 et 1982, les pasteurs nomades Majeerteen vivant dans la province centrale de Mudugh furent durement réprimés. Selon des témoignages recueillis durant nos enquêtes à l'agence de développement pastoral de Burao (Togdheer) en 1988, de nombreux puits furent empoisonnés par les forces gouvernementales dans le cadre de cette répression. On trouvera d'autres témoignages dans le compte rendu de « Political Crisis in Somalia and Prospects for Peace in the Horn, *Horn of Africa*, vol. 5, n° 3, 1983. Sur l'octroi de lettres de crédits et autres avantages économiques aux marchands Majeerteen par le pouvoir central, cf. Laitin et Samatar, *op. cit.*, p. 157.

effet, sans nécessairement constituer (dans les conditions de l'époque) une sphère de recrutement pour le SSDF, l'espace pastoral était *potentiellement* une base d'accueil pour ses commandos compte tenu de la pertinence *du lien social de parenté généalogique* qui s'y manifeste. A l'inverse, les commerçants Majeerteen impliqués dans le fructueux commerce d'exportation de bétail vers les pays arabes du Golfe n'avaient pas à s'engager dans un soutien à leur parent du même clan pour obtenir les avantages économiques que Siyaad Barre leur concédaient en échange d'une bienveillante neutralité et du renoncement à la participation politique.

Il en ira différemment avec le *Somali National Movement*. S'il est permis d'interpréter sa genèse dans le même mouvement de contestation du pouvoir central après-guerre, son évolution va tendre vers une adhésion progressive de l'ensemble des populations du clan Isaaq auquel appartenait la plupart de ses membres fondateurs (7). Le danger que représentait ce clan pour l'État — au début des années 1980 — n'était certes pas de même nature que celui somme toute limité du SSDF. Les « élites » Majeerteen toujours perçues par Siyaad Barre comme politiquement ambitieuses (elles occupaient la plus haute marche du pouvoir au moment du coup d'État de 1969), avaient été éliminées de la scène politique, et cette élimination avait été compensée — comme nous venons de l'évoquer — par une promotion économique. Les Isaaq quant à eux étaient à la fois représentés dans l'appareil politique et les milieux d'affaires de la capitale, en même temps qu'ils domi-

naient, depuis le Nord du pays, le commerce d'exportation de bétail vers les pays du Golfe. Avec l'entrée en dissidence des fondateurs du SNM — qui va jouir du même appui éthiopien que le SSDF —, la stratégie du pouvoir ne va pas consister à jouer sur les dissensions internes, mais plutôt sur les ressorts d'une cohésion tribale. Les purges (anti-Isaaq) qui débutent au sein même de la junte au pouvoir vont se poursuivre dans tous les secteurs de la société, débouchant progressivement sur des violences sans discernement à l'encontre de toutes les composantes du clan. Elles procéderont d'une volonté affichée d'évacuer de la scène politique et économique des individus qui, de par la position qu'ils occupaient dans chacun de ces pôles, apparaissaient autrement dangereux pour le régime que les officiers rebelles du SSDF.

L'élimination politique des Isaaq rendait par ailleurs possible une redistribution interne des produits de l'accumulation à d'autres groupes sociaux — qui collaboraient d'autant plus volontiers à ce processus qu'ils entendaient ainsi récupérer la place laissée vacante. Elle permettait surtout de distraire momentanément de la capitale les potentialités d'un mécontentement social grandissant, ainsi déplacé au Nord. Mais c'est la stratégie répressive du pouvoir central — intentionnellement sans discernement — qui va fonder le SNM comme *groupe armé clanique*. Les modalités d'adhésion de la population Isaaq à sa cause, les conditions de l'engagement militaire d'un nombre croissant d'individus exclus de toutes opportunités de participation publique, les motivations du financement de l'effort de guerre par les commerçants, de même que l'investissement affectif autant que financier de la diaspora

(7) Le mouvement fut créé en avril 1981 à Londres, par une poignée de migrants et d'opposants exilés Isaaq.

Isaaq envers le SNM, tout cela trouve sa raison d'être dans les conditions locales qui prolongent l'entrée en sédition d'un petit groupe d'opposants au « Siyadisme ».

La conflictualité détournée : contrôle social et contexte de mobilisation

Ces conditions ne rendent toutefois pas compte de la structuration interne des bandes armées qui ont proliféré, suite à la déliquescence de l'État. Il serait d'ailleurs abusif de proposer une théorie uniforme de ces groupes, tant leur environnement socio-politique et la base sociale sur laquelle ils s'appuient sont variables. A tout le moins peut-on risquer quelques hypothèses générales sur leur principe constitutif en recourant à des études de cas.

Ainsi, la constitution d'une « milice » Gadabuursi qui opérait dès 1989 dans la province d'Awdal (Nord-Ouest de la Somalie) n'est pas tant le produit d'une mobilisation spontanée visant à promouvoir des intérêts claniques, que celui du détournement de conflits localisés par des groupes stratégiques opérant dans l'espace clanique. Ce sont les modalités de ce détournement que nous voudrions aborder.

Dans le courant des années 1980, la guérilla du SNM va accaparer l'attention des forces armées massivement cantonnées dans les régions frontalières du Nord-Ouest depuis la fin de la guerre de l'Ogaden. Ce faisant, elle va soustraire les campagnes à leur contrôle tatillon, permettant du même coup la résurgence de vieux contentieux fonciers et territoriaux entre agro-

pasteurs Isaaq et Gadabuursi (8). Avec le déclenchement de l'offensive du SNM en mai 1988, la junte au pouvoir va tout naturellement exploiter ces tensions locales afin de conserver la province sous sa sphère d'influence, en concédant par exemple de hautes responsabilités aux élites Gadabuursi de la capitale, en nommant surtout comme gouverneur de la province un fonctionnaire Gadabuursi issu des fractions directement en conflit avec les Isaaq.

Cette ingérence du pouvoir central dans la politique locale ne suffit pourtant pas à expliquer la création d'un « front » armé Gadabuursi à la fin de l'année 1988, objectivement allié de l'armée gouvernementale. De fait ce n'est pas au niveau des manipulations gouvernementales qu'il faut rechercher les éléments de constitution d'une « milice » locale, mais bien dans une dynamique interne au clan. Ce dernier est composé de différents sous-groupes, à savoir des « élites » (*i.e.* des fonctionnaires opérant à l'échelon local ou national), des marchands et plus généralement un milieu d'affaires, une population urbanisée évoluant à Borama (capitale de la province), une population rurale, principalement engagée dans des activités agro-pastorales. Cet ensemble composite était bien évidemment inéga-

(8) Le caractère préexistant et quasi structurel de ces tensions entre groupes voisins nous était apparu à l'occasion des enquêtes généalogiques conduites en plusieurs localités de la province. Ainsi les études de régulations matrimoniales indiquaient très nettement un processus de « clôture » des lignages, à travers le passage en une quinzaine d'années de pratiques exogames vers une formule fortement endogame. Ce processus doit être rapproché avec le fait que les contentieux les plus durs opposaient des lignages qui se considéraient jusqu'alors comme des partenaires matrimoniaux.

lement intéressé aux enjeux nationaux de la guerre civile en gestation.

La junte de Mogadiscio n'avait fidélicisé que ses relais locaux comprenant des fonctionnaires, des officiers de l'armée, de la police ou de la sécurité, ainsi que des chefs de village (*nabaddon*), qu'elle rémunérait directement, ou qu'elle plaçait en des lieux stratégiques de contrôle des ressources grâce auxquelles ils pouvaient se rétribuer eux-mêmes (9). Ces réseaux stratégiques vont s'avérer particulièrement efficaces dans le contexte de pénurie alimentaire qui s'installe peu après le déclenchement de l'offensive du SNM, lorsque les autorités de la République voisine de Djibouti décident de la fermeture de la frontière terrestre, qui constituait depuis des années la principale voie de ravitaillement des régions du Nord. En assurant le ravitaillement à bon marché des populations civiles par la revente de rations militaires ou le détournement d'une partie de l'aide alimentaire destinée aux camps de réfugiés, les fonctionnaires Gadabuursi ont ainsi pu gagner — à défaut d'une adhésion sans faille au régime — la passivité d'une large fraction de la population.

La mise sur pied d'un front armé Gadabuursi découle d'un autre processus, qui scèle une conjonction d'intérêts entre les deux autres sous-groupes de l'espace social clanique : les milieux d'affaires engagés dans l'exportation de bétail et les pasteurs nomades de l'hinterland. Le déclenchement de la guerre fût une opportunité pour

les marchands Gadabuursi en ce qu'elle leur permit de récupérer pour partie un vieux monopole Isaaq. D'autre part, la désorganisation des structures de contrôle de l'État sur les exportations va s'avérer d'autant plus profitable que les cours du bétail sur le marché yéménite, stimulés par l'absence de flux réguliers, resteront à un niveau élevé durant toute l'année 1989. C'est dans le but de préserver l'accès aux pâturages et points d'eau où se reconstituent les troupeaux qu'ils destinent à l'exportation que les marchands décident d'armer les pasteurs nomades, détournant ainsi à leur profit une lutte que ces derniers avaient engagé pour les mêmes raisons contre leurs voisins Isaaq et Issa. La milice Gadabuursi résulte pour l'essentiel de cette militarisation des campagnes, produit d'une convergence d'intérêts entre marchands et pasteurs. Pourtant loin de constituer un ensemble stable, sa morphologie variera en fonction de la situation militaire régionale. La cohésion clanique au sein de la milice sera effective en 1989, en raison de l'intense pression militaire du SNM dans la province. Quelques mois après cependant, lorsque la menace se fera plus évanescence, la milice sera démobilisée faute d'entretien.

Ces variations morphologiques sont la résultante d'une conjoncture militaire, mais aussi d'un rapport de force interne, opposant les marchands aux groupes restés fidèles au régime pour le contrôle de cette formation armée, et au-delà, du sens que l'on veut donner à son combat : en fera-t-on une force auxiliaire de l'armée gouvernementale ou un instrument au seul service des intérêts locaux, garantissant l'accès aux ressources régionales pour le compte des marchands du clan ?

(9) Ainsi durant notre séjour à Borama (printemps-été 1990), le responsable supervisant les camps de réfugiés régionaux de l'UNHCR pour le compte du gouvernement somalien, apparaissait comme l'un des notables locaux (*i.e.* Gadabuursi) les plus puissants.

La levée d'une formation armée est assujettie à la mobilisation des ressources disponibles nécessaires à son entretien. Dans le contexte d'insécurité alimentaire, l'essentiel du contrôle social régulant la passivité des populations ou la mobilisation des combattants reposait sur le contrôle des circuits de détournement de l'aide alimentaire destiné aux camps de réfugiés. Ces lieux étaient occupés par les représentants locaux du pouvoir.

En revanche, le soutien des marchands aux pasteurs nomades s'intégrait dans un circuit économique régional, rentable tant que les cours du bétail étaient élevés (10). Aussi selon les périodes (entre 1989 et 1991), cette « milice » Gada-buursi a assumé les deux rôles, précisément parce que deux groupes aux intérêts différents ont disposé tour à tour des instruments de contrôle social qui permettaient de détourner à leur profit, le sens de luttes localisées, irréductibles jusqu'alors aux enjeux nationaux de la guerre civile.

Cette idée de détournement nous paraît ici importante. Elle signale en effet l'existence d'un

environnement conflictuel préétabli dans le cas présent, ou d'énergies prédatrices découlant d'un processus de marginalisation sociale dans le cas des bandes armées qui ravagent le sud du pays. La récupération de cette base sociale en vue de la constitution de formations armées claniques suggère ainsi la mise en œuvre d'une formule originale de contrôle social, relevant plus de la convergence d'intérêts entre différentes composantes du clan, ou d'une dépendance conjoncturelle, que d'un mode coercitif débouchant sur une soumission pérenne. Mais elles pourraient également signaler les potentialités d'une perversion de la lutte armée, débouchant sur un processus interne d'entretien de l'anomie. En effet en contraste avec l'improductivité économique aggravée par la guerre, la violence pourrait s'avérer rentable pour certaines factions en ce qu'elle génère — à travers la mobilisation de l'aide internationale indispensable à la survie des populations civiles — un élément de reproduction des formations armées.

Marcel Djama

(10) Le bétail acheté aux producteurs pastoraux en shilling somali dévalué était exporté sans taxes vers un port clandestin du Sud Yemen où il était revendu en dollars. Les transactions se faisant sans lettres de crédit, les liquidités obtenues étaient ensuite pour partie épargnées dans les banques djiboutiennes et le reliquat réinvesti dans l'achat de denrées alimentaires. A leur tour, une par-

tie de ces denrées était engrangée dans les magasins de Borama, puis revendue au prix fort sur les marchés lorsque les vivres soustraits aux camps de réfugié venaient à se tarir ! Les bénéfices ainsi obtenus en ville permettaient de compenser l'octroi d'une partie des denrées alimentaires destinées à l'entretien de la « parenté de base » occupant la ligne de front.